



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 27 février 2026

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

144 Md EUR

Commerce total de la région, en hausse de 6 %
par rapport à 2024

Région

Le commerce extérieur des BO en hausse grâce à l'UE et malgré les tensions commerciales internationales et un engagement américain incertain

Les échanges commerciaux des Balkans occidentaux ont augmenté de 6 % en 2025, de 136 à 144 Md EUR (ce qui inclut les flux intrazone), dans un contexte international pourtant déstabilisé par les tensions commerciales et la décision du 2 avril de Donald Trump d'imposer des droits de douanes « réciproques » à ses partenaires.

Les Balkans occidentaux ont été visés par des droits de douanes parmi les plus élevés au monde. Contrairement à d'autres pays visés par les droits de douanes réciproques, les BO avaient, jusqu'à la décision du 20 février de la Cour Suprême d'invalidier une partie des mesures, échoué à négocier un accord avec l'administration Trump. Les taux appliqués à la Serbie et à la Bosnie-Herzégovine avaient toutefois été légèrement réduits (de 37 % à 35 % et de 35 % à 30 %) entre l'annonce du 2 avril et l'entrée en vigueur effective des mesures le 7 août. Avec la Macédoine du Nord (33 %), la Serbie et la Bosnie-Herzégovine faisaient donc partie des pays les plus sévèrement touchés par la politique commerciale américaine, tandis que l'Albanie, le Kosovo et le Monténégro s'étaient vu imposer la majoration de base (10 %).

Mais leurs exportations ont été résilientes, grâce à une demande solide du marché européen. En Bosnie-Herzégovine et en Macédoine du Nord, où les exportations avaient reculé en 2024, elles retrouvent un sentier de croissance cette année (resp. + 5,6 % et + 6,5 %). En Serbie, la croissance des exportations a été la plus importante (+8,4 %). Vu le poids de ces trois pays dans les exportations totale des BO (60 % pour la Serbie, 15 % chacun pour les deux autres), leur dynamisme explique la tendance régionale (les exportations reculent en Albanie et au Monténégro). L'UE demeure leur principal débouché (62 % des exportations serbes) tandis que les Etats-Unis n'absorbent qu'environ 2 % de leurs exportations.

Aujourd'hui, alors que la Cour Suprême américaine vient d'invalidier une grande partie des droits de douane réciproques, des négociations se poursuivent avec Washington, qui souhaite accroître ses ventes de GNL dans la région. Le 12 février, avant la décision de la Cour Suprême du 20 février invalidant le dispositif de droits de douanes réciproques, les Etats-Unis et la Macédoine du Nord avaient dévoilé les contours d'un accord bilatéral en cours de négociation, dont l'intérêt pour la Macédoine du Nord, qui consentait à de larges concessions pour éviter ces droits prohibitifs, n'est donc plus évident. Dans sa dernière version connue, l'accord prévoyait que les droits de douanes sur les produits macédoniens soient maintenus à 15 % (niveau d'avant le 2 avril), en échange d'une libéralisation totale du marché macédonien aux produits américains et de l'achat de GNL.

Lors du *Transatlantic Gas Security Summit*, le 24 février, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine ont signé, aux côtés de dix autres pays, une déclaration commune avec les Etats-Unis pour sécuriser l'approvisionnement de l'Europe de l'Est en GNL. En début d'année, Washington avait également posé comme condition au lancement de son dialogue stratégique avec Belgrade un accord sur les questions énergétiques. En Bosnie-Herzégovine, les Etats-Unis ont aussi annoncé fin 2025 leur intention de financer la construction d'un gazoduc (*Southern*

Gas Interconnection) pour relier le pays à des infrastructures GNL sur l'Adriatique.

Dans l'immédiat, ce réengagement américain demeure incertain. En dehors de déclarations d'intention, aucun contrat de livraison de GNL n'a été signé, les exportations de gaz sont conditionnées à la finalisation des gazoducs en Bosnie-Herzégovine et entre la Serbie, la Macédoine du Nord et les terminaux de GNL grecs.

Albanie

Le profit net du secteur bancaire baisse de 4,7 % en 2025

D'après les données de décembre de [l'Association albanaise des banques](#), la performance du secteur bancaire en 2025 a été moindre qu'en 2024, le profit net total des banques reculant de 4,7 % (de 37,4 Md ALL à 35,6 Md ALL, soit de 381 M EUR à 368 M EUR). Les indicateurs de rentabilité baissent également : le retour sur capital (ROE) de 18,21 % à 15,94 %, et le retour sur actifs (ROA) de 1,86 % à 1,64 %. Le secteur bancaire continue son expansion avec une croissance vigoureuse des prêts (13,4 %) et des dépôts (9,1 %).

Nomination de quatre membres du Conseil de Surveillance de la Banque d'Albanie, 2 sièges restent vacants

En décembre, les mandats de six membres du Conseil de Surveillance de la Banque d'Albanie ont expiré à la fin de leur durée réglementaire de sept ans. Le 20 février le Parlement a approuvé la nomination de quatre nouveaux membres du Conseil de Supervision de la Banque d'Albanie (Ervin Mete, Jonida Prifti, Selami Xhepa, Holta Zaçaj). Le vote d'approbation pour la cinquième candidate, Matilda Shehu, a été repoussé. Aucun nom n'a encore été proposé pour le sixième siège. Le gouvernement, qui devait proposer trois candidats, n'en a soumis que deux à l'issue d'un appel à candidatures ouvert en novembre ; il a lancé un nouvel appel à candidatures ouvert jusqu'au 11 mars. Depuis le début de l'année, le Conseil s'est réuni à deux reprises mais n'a pas pu prendre de décision de politique monétaire en raison de l'absence de plus de la moitié de ses membres (neuf membres au total, dont le Gouverneur) – avec les quatre nominations de cette semaine, il pourra redevenir opérationnel, en attendant d'être complet.

Bosnie-Herzégovine

Financement additionnel de 45 M EUR de la BM pour la santé en République serbe de Bosnie-Herzégovine

Le gouvernement de la Republika Srpska a approuvé [un emprunt supplémentaire de 45 M EUR auprès de la Banque mondiale](#), via la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD 9351 BA). Les fonds soutiendront la réforme du système de santé et la modernisation de quatre établissements psychiatriques (Sokolac, Modriča, Višegrad, UKCRS), ainsi que l'apurement partiel d'arriérés fiscaux de l'UKCRS. Le prêt financera également des équipements médicaux, des ambulances et la poursuite de la numérisation.

Subvention européenne de 140,4 M EUR pour le corridor Vc (Mostar Nord–Sud)

Le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine a approuvé une [convention de don](#) de 140,4 M EUR, accordée par la Commission européenne via le CIBO et administrée par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). L'instrument cofinance, avec un prêt BERD de 220 M EUR, un tronçon autoroutier d'environ 15 km sur le corridor Vc entre Mostar Nord et Mostar Sud, incluant cinq tunnels et dix viaducs. L'accord sera soumis à la présidence pour approbation.

Kosovo

Fitch maintient la notation souveraine à BB-

[Fitch](#) a maintenu la notation souveraine du Kosovo à « BB- », avec perspective stable. Malgré le blocage de l'activité politique et parlementaire pendant près d'un an (les élections législatives de février 2025 n'ayant pas fait émerger de majorité), les indicateurs macroéconomiques sont restés stables (croissance à 3,9 % en 2025), avec des risques financiers limités (déficit à 0,8 % du PIB ; dette publique contenue à 16,5 % du PIB). L'agence de notation anticipe que le nouveau gouvernement d'Albin Kurti sera en mesure d'adopter rapidement un budget et de reprendre le travail de réformes. Avec une notation à « BB- » la qualité de crédit du Kosovo demeure dans la catégorie « spéculative ». L'économie du Kosovo reste fragile, exposée au secteur externe (déficit

commercial à 44 % du PIB ; réserves de change ne couvrant que 2,1 mois d'importations) et très dépendante des flux financiers de la diaspora.

Approbation par le Parlement du nouveau gouvernement, après un an de blocage

Les députés ont élu le gouvernement proposé par Albin Kurtin, premier ministre sortant, et reconduit, dont le parti a remporté les élections anticipées du 28 décembre. Albin Kurtin, premier ministre depuis 2020, entame un troisième mandat après une année « blanche » au niveau politique : l'activité du Parlement était bloquée depuis les élections législatives de février 2025, qui n'avaient pas fait émerger de majorité, et le gouvernement sortant assurait des fonctions intérimaires. Lors du [premier conseil des ministres](#), plusieurs textes majeurs ont été adoptés dont le Budget 2026 et les accords avec l'UE liés au Plan de Croissance, dont la ratification est requise pour les décaissements. Ils doivent encore être votés au Parlement.

Macédoine du Nord

La négociation de l'accord commercial avec les Etats-Unis rendue incertaine par la décision de la Cour Suprême américaine

Le 12 février la Maison Blanche a publié une [déclaration commune](#) précisant les contours de l'accord commercial en cours de négociation entre la Macédoine du Nord et les Etats Unis. Cet accord aux conditions assez contraignantes pour la Macédoine du Nord (élimination des droits de douanes sur les produits américains, achats de GNL américain) devait lui permettre d'échapper aux droits de douanes réciproques de 33 % appliqués depuis le 7 août par les Etats-Unis. D'après la déclaration commune, la Macédoine du Nord avait obtenu que les Etats-Unis limitent les droits de douanes à 15 % sur les marchandises macédoniennes et accordent des droits préférentiels (de 0 à 6,5 %) à certains produits.

Entre-temps, la décision de la Cour Suprême américaine du 20 février, qui invalide le mécanisme des droits de douanes réciproques, diminue la pertinence d'un tel accord pour la Macédoine du Nord, et pourrait rendre sa signature incertaine.

Révocation de six licences pour des fabricants de cannabis médical

Le [ministre de la Santé](#) macédonien Azir Aliu a annoncé le retrait des licences pour la production de cannabis médical à six exploitations. Ce sont les premières sanctions de la campagne menée par le gouvernement macédonien contre le secteur du cannabis médical (dont la production est autorisée depuis 2016) après que la police serbe a saisi cinq tonnes de marijuana en provenance de Macédoine du Nord, détournées d'un site de production habilité. Jusqu'ici 13 producteurs sur 43 opérant en Macédoine du Nord ont été inspectés, dont près de la moitié ont vu leur licence être retirée et leurs productions (plusieurs dizaines de tonnes) saisies par les autorités macédoniennes.

Monténégro

Un prêt de 6,5 M EUR d'EUROFIMA pour les trains de voyageurs

EUROFIMA a accordé [un prêt](#) de 6,5 M EUR sur 12 ans à Željeznički prevoz Crne Gore, décaissé le 2 février 2026, pour la modernisation du matériel roulant voyageurs. L'opération intègre une solution d'assurance innovante couvrant 100 % du projet, améliorant l'allocation des risques et les conditions financières. Elle s'inscrit dans le mandat de soutien au transport ferroviaire durable en Europe. EUROFIMA est une organisation internationale de droit suisse, à but non lucratif, dont la mission est de financer le développement du transport ferroviaire de passagers.

Intégration au marché européen de l'électricité

Le Monténégro a achevé la [transposition du paquet d'intégration pour l'électricité](#), avec l'adoption le 15 février de deux décrets sur le fonctionnement du système et les procédures d'urgence. C'est le 3^{ème} État candidat, après la Serbie et la Moldavie, à finaliser cette transposition. Le cadre, complété par les lois sur l'énergie et les échanges transfrontaliers, ouvre l'accès aux mécanismes SDAC/SIDC de l'UE, sous réserve de vérification par le Secrétariat de la Communauté de l'énergie et la Commission européenne.

Construction du 2^{ème} tronçon de l'autoroute Bar-Boljare

Le consortium chinois PowerChina–Stecol–PCCD disposera, d'après le contrat signé le 27 février, de cinq ans pour construire [le deuxième tronçon](#) Mateševo–Andrijevica (23 km) de l'autoroute Bar–Boljare, pour un montant de 693,97 M EUR, assorti d'une période de garantie de deux ans. Le financement combine ressources budgétaires, un prêt de 200 M EUR de la BERD et une subvention de 150 M EUR de l'UE. Une garantie bancaire de 10 % (69 M EUR) est requise et la sous-traitance plafonnée à 40 %. La supervision de la conception et des travaux sera confiée à l'entreprise italienne IRD, un contrat de 14,5 M EUR signé avec Monteput.

Serbie

Recul des IDE et élargissement du déficit courant en 2025

Selon la [Banque nationale de Serbie](#), en 2025, le déficit courant s'est creusé à 4,3 Mds EUR (4,8 % du PIB), en hausse de 13,6 % en g.a. En décembre, il a atteint 901,5 M EUR (+190,4 M EUR en g.a.). La détérioration reflète un excédent de services en baisse (2,3 Mds EUR, -497 M EUR), un déficit des revenus primaires porté à 5,6 Mds EUR (+6,8 %), dont 1 Md EUR en décembre, partiellement compensés par un recul du déficit des biens à 6,5 Mds EUR (-4,2 %) et un excédent des revenus secondaires de 5,4 Mds EUR (+1 %), incluant 4,6 Mds EUR de remises net (5,3 Mds EUR bruts).

Dans le compte financier, les entrées nettes ont atteint 3,1 Mds EUR. Dans le détail, les IDE nets ont chuté de 51 % en 2025 à 2,28 Mds EUR (3,5 Mds EUR bruts), contre 5,1 Mds EUR en 2024. Les prêts financiers nets ont atteint 2,6 Mds EUR.

Appel à manifestation d'intérêt pour la réforme des marchés des capitaux

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a accordé un prêt de 30 M USD à la République de Serbie afin de soutenir la [réforme des marchés de capitaux](#). Les objectifs généraux du projet sont le développement de l'environnement juridique, réglementaire et économique dans lequel opèrent les marchés de capitaux, et l'approfondissement du marché des obligations d'entreprises, y compris les émissions d'obligations vertes et d'obligations thématiques. Le projet est structuré autour de deux composantes principales : celles des réformes institutionnelles, juridiques et

réglementaires et celle consacrée aux émissions d'obligations d'entreprises.

Nouveau report des sanctions américaines contre NIS

Le Département du Trésor américain, via l'[OFAC](#), a prolongé la durée de la licence spéciale, reportant une nouvelle fois la mise en œuvre complète des sanctions contre NIS jusqu'au 30 mars. Cette licence permet à l'entreprise d'importer du pétrole brut via l'oléoduc Janaf jusqu'à la raffinerie de Pančevo. En janvier, Gazprom Neft a accepté de céder sa participation de 44,9 % dans NIS à MOL, ainsi que les 11,3 % détenus par une filiale de Gazprom. Si l'opération est conclue, le groupe hongrois détiendrait 56,15 % du capital. La transaction est soumise à l'approbation des États-Unis. Des partenaires des Émirats arabes unis (EAU), notamment la Compagnie pétrolière nationale d'Abu Dhabi (ADNOC), pourraient acquérir une participation minoritaire si l'opération est approuvée, bien que leur rôle reste à définir.

Exportations du secteur des TIC en hausse de 10 % en g.a. en 2025

Les exportations serbes de TIC ont atteint 4,55 Mds EUR en 2025 (+10 % en g.a.), selon le [Bureau des technologies de l'information](#). Ce secteur aurait dégagé en 2025 un excédent d'environ 3,53 Mds EUR. Les autorités anticipent la poursuite de la croissance, appuyée par l'extension des infrastructures, notamment les parcs scientifiques et technologiques de Niš et Čačak, la création d'un quartier de l'innovation à Kragujevac et d'un parc industriel et technologique à Kruševac. Le salaire mensuel net dans le secteur s'élevait à 326 580 RSD (2 781 EUR) en septembre 2025.

Salaire moyen net à 1 060 EUR en décembre 2025

D'après l'[Office national des statistiques](#), en décembre 2025, le salaire brut moyen a atteint 169 921 RSD (1 452 EUR) et le salaire net moyen 124 089 RSD (1 060 EUR). Sur janvier-décembre 2025, la hausse s'établit à +11,6 % nominal (+7,5 % réel) pour le brut et +11,5 % nominal (+7,4 % réel) pour le net. En glissement annuel (décembre), les salaires nets progressent de 14,6 % en nominal (11,6 % en réel). Le salaire net médian s'élève à 90 819 RSD (776 EUR), indiquant que 50 % des salariés perçoivent un revenu inférieur ou égal à ce montant.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET, Aleksandra VASILJEVIC

[Abonnez-vous](#)